

LA DIRECTION A CHOISI LE RISQUE

*Quand protéger les personnels
n'est plus la priorité.*

Gradignan, le 11/07/2026

Ce jeudi 9 juillet 2026, vers 14 h 30, plusieurs personnels signalent par radio de multiples bagarres lors de la mise en place des promenades du bâtiment A.

Très rapidement, l'information se confirme : des armes blanches circulent en promenade, notamment des couteaux en céramique. Une nouvelle fois, le niveau de violence franchit un cap.

En fin d'après-midi, la direction décide de procéder à la fouille des 150 détenus présents en promenade afin de tenter de récupérer les armes signalées.

Mais dans quel contexte cette décision est-elle prise ?

Au moment où cette opération est lancée, l'ELSP est déjà engagée sur un transfert et compte deux agents blessés quelques heures plus tôt lors d'une mise en prévention.

Malgré ce contexte, et alors que l'ERIS est alertée et disponible, la direction choisit de laisser les personnels conduire seuls une opération à haut risque.

L'intervention se déroulera dans des conditions particulièrement difficiles. Elle nécessitera notamment la mise en prévention d'un détenu alcoolisé et extrêmement violent. Mobilisés durant plusieurs heures, les agents de l'équipe d'après-midi ne quitteront leur service qu'aux alentours de 20 h 30.

Plusieurs armes artisanales seront découvertes et saisies. En revanche, les couteaux en céramique pourtant signalés resteront introuvables.

Le plus surprenant reste la suite des événements : l'ERIS sera finalement sollicitée... uniquement pour assurer le transfert de l'un des protagonistes.

Au regard du profil des personnes impliquées et des violences qui se multiplient depuis plusieurs jours, personne ne peut sérieusement soutenir que cette situation était imprévisible. Depuis des mois, l'UFAP UNSa Justice alerte la direction sur l'absence de stratégie efficace face à l'introduction et à la prolifération des objets et substances prohibés.

Pourtant, les solutions existent. L'UFAP UNSa Justice demande notamment :

- la réalisation de fouilles sectorielles d'ampleur ;
- le remplacement d'un système anti-drones particulièrement coûteux qui n'a jamais démontré son efficacité ;
- le renouvellement des caillebotis découpés par des modèles de nouvelle génération, beaucoup plus difficiles à découper ;
- le renforcement des effectifs et de l'encadrement au secteur des parloirs, aujourd'hui totalement délaissé ;
- la mise en place de secteurs à gestion renforcée afin d'éviter le mélange des profils les plus dangereux avec le reste de la population pénale.

À force de repousser les décisions qui s'imposent, cette direction laisse s'installer un climat où la violence devient progressivement la norme et où les personnels sont les premiers à en subir les conséquences.

Lorsque des solutions existent mais ne sont pas mises en œuvre, il ne s'agit plus d'une simple erreur d'appréciation : c'est un véritable choix de gestion.

L'UFAP UNSa Justice refuse que les personnels deviennent les victimes collatérales d'une gestion approximative, d'un manque d'anticipation et de décisions incohérentes.

Diriger un établissement ne consiste pas uniquement à organiser des mouvements ou des transferts. La première responsabilité d'une direction est d'assurer la sécurité de celles et ceux qui font vivre l'établissement au quotidien.

L'UFAP UNSa Justice salue le professionnalisme et l'engagement de l'ensemble des personnels mobilisés. Une fois encore, les agents ont répondu présents, malgré des conditions d'intervention que rien ne justifiait.

La sécurité des personnels doit être la seule priorité.